

SYLVAIN ATTAL

LA PLAIE

Enquête sur le nouvel
antisémitisme



Extrait de la publication

La Plaie

DU MÊME AUTEUR

***La France du piston*, Robert Laffont, 1992
(avec Claude Askolovitch).**

Sylvain Attal

La Plaie

**Enquête
sur le nouvel antisémitisme**

**DENOËL
IMPACTS**

**Ouvrage publié sous la direction
de Guy Birenbaum**

*En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit
de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage
sans l'autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation
du droit de copie.*

www.denoel.fr

**© 2004, by Éditions Denoël
9, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris**

**À Léonard,
À Catherine,
mes grands papivores.**

Yahvé dit à Abram : « Sache bien que tes descendants seront des étrangers dans un pays qui ne sera pas le leur. Ils y seront esclaves, on les opprimerà pendant quatre cents ans. Mais je jugerai aussi le peuple auquel ils auront été asservis et ils sortiront ensuite avec de grands biens. »

Genèse, XV, 13-14.

Notre étrange République est gouvernée par un roi appelé Rothschild, ayant pour courtisan ou pour domestique la banque juive ; celle-ci (...) dictant des lois aux parlements comme aux ministres qui – les innocents ! – croient gouverner ce pays.

**Auguste Chirac,
« L'agiotage de 1870-1886 »,
Revue socialiste, 1887.**

Nous tuons pour bâtir un monde où plus jamais personne ne tuera ! Nous acceptons d'être criminels pour que la terre se couvre enfin d'innocents.

Albert Camus, *Les Justes*, Acte I.

Introduction

Le choix du mot

L'antisémitisme existe-t-il encore ou est-il mort avec le nazisme ?

Georges Bernanos, produit d'une vieille souche anti-parlementaire et antirépublicaine typiquement française, décréta en 1945 qu'« Hitler avait déshonoré l'antisémitisme ». Depuis lors, l'emploi de ce terme est devenu sujet de controverses.

On admet volontiers qu'il y a des gens qui n'aiment pas les Juifs. Ceux-là tirent de tel ou tel méfait dans lequel se sont illustrés des Juifs leur conviction que tous sont également détestables. Ils ne prônent pas nécessairement que l'on se débarrasse d'eux, mais seulement que l'on s'en méfie.

Raymond Aron disait qu'il faut que les Juifs admettent que tout le monde ne peut pas les aimer. On qualifie plutôt de judéophobie ou d'antijudaïsme cette forme d'hostilité qui n'a rien de spécifique aux Juifs, mais à laquelle on peut ajouter ou substituer la haine des Noirs, des Arabes, ou encore des Chinois.

Si l'on entend beaucoup parler d'un nouvel antisémitisme (trop, au goût de certains), c'est surtout parce que depuis quelque temps en France, mais aussi dans d'autres pays d'Europe, on assiste à des passages à l'acte d'une ampleur telle que l'on ne peut plus faire comme s'il s'agissait d'un épiphénomène. Des Juifs sont agressés dans la rue, les symboles de leur religion profanés, leurs biens attaqués.

Pourtant, certains hésitent encore à employer le mot antisémitisme, ne voyant dans cette animosité que l'effet d'un conflit politique qu'ils ne parviennent pas à rattacher aux caractéristiques habituelles d'une hostilité aux Juifs vieille comme le monde.

On a vu en 2003 le Premier ministre d'un grand pays musulman, la Malaisie, proclamer devant les représentants d'une cinquantaine d'autres pays se réclamant de l'islam (et non de l'islamisme) que « les Juifs gouvernent le monde par procuration ». Certes, il se pourrait que ces propos trahissent un fond d'admiration pour un peuple qui a su traverser tant d'épreuves alors qu'il ne s'est imposé ni par son nombre, ni par l'étendue de son territoire, ni même, au moins jusqu'à une période récente, par son armée. En somme, par aucun des instruments habituels de souveraineté. Mais, justement, à travers ces déclarations publiques dont chaque habitant de la planète a pu entendre l'écho, le Premier ministre malais revitalise l'accusation chimérique sur la toute-puissance juive, accusation qui supplée infailliblement l'antisémitisme.

La libération de la parole antisémite, non seulement en France mais partout dans le monde, est telle que, sans

s'attirer une condamnation unanime, des personnalités influentes utilisent de vieux stéréotypes comme la misanthropie supposée des Juifs, ou encore un certain goût pour le séparatisme communautaire, afin de mieux souligner leur étrangeté.

C'est ainsi qu'un « intellectuel » musulman, Tariq Ramadan, a pu accuser récemment des personnalités françaises éminentes, juives ou considérées à tort comme telles, de penser et de s'exprimer, non pas avec leur cœur, leur cerveau ou leur conscience, mais en fonction, sinon de leur « race », du moins de leur « communauté ». L'accusation de « communautarisme » pour un groupe dont l'appartenance à la communauté française est acquise depuis des siècles doit être ici analysée comme une tentative d'exclusion relative sinon totale.

Depuis le nazisme, Georges Bernanos avait raison, plus personne n'ose se réclamer de l'antisémitisme. Pourtant, l'antisémitisme, lui, existe bel et bien.

Dans son essai sur les attitudes à l'égard des Juifs dans le monde antique, prudemment intitulé *Judéophobie*¹, Peter Schäfer ne parvient pas à distinguer dans les premières manifestations de haine antijuive, bien antérieures au christianisme, les motivations politiques (la simple « judéophobie ») des mobiles plus irrationnels, culturels et religieux (« l'antisémitisme » proprement dit). Il finit par reconnaître que ces aspects sont inextricablement entremêlés.

1. Peter Schäfer, *Judéophobie*, Cerf, 2003.

Peter Schäfer nous rappelle aussi que l'antisémite dans l'Antiquité – et on peut le penser de beaucoup d'antisémites modernes –, lorsqu'il fait des reproches aux Juifs, les accuse en tant que nation et non pas en tant qu'individus. En revanche, dans la pensée antisémite de Joseph Gobineau continuée par le projet nazi hitlérien, il s'agit de débarrasser le monde des Juifs en le débarrassant de *chaque* Juif. Ce projet-ci, spécifique à la modernité, cohabite aujourd'hui avec le vieux désir d'éliminer les Juifs en tant que nation.

Nous devons avoir cela en mémoire lorsque nous consacrerons un chapitre à essayer de distinguer l'antisémitisme de l'antisionisme.

Dans la querelle concernant Israël, absolument centrale dans cette affaire, la manière de présenter parfois les Palestiniens comme un concentré de l'humanité, innocent et pur, loin de servir le nationalisme palestinien, tient plutôt lieu de soubassement à ce nouvel antisémitisme.

C'est ce dont a attesté, à sa manière, le rapport commandé mais non publié par la Commission européenne à son propre Observatoire des phénomènes racistes et xénophobes (EUMC). Dévoilé en décembre 2003 par le Congrès juif européen, que dit ce texte censuré que craignait tant d'admettre la Commission européenne ? Simplement qu'un grand nombre des incidents antisémites relevés depuis 2000 « se sont produits soit après, soit pendant des manifestations pro-palestiniennes », et que de nombreux propos antisémites sont tenus lors des rassemblements pro-palestiniens et altermondia-

listes. La Commission européenne s'est montrée bien moins scrupuleuse en publiant un sondage désignant Israël comme principal fauteur de guerre dans le monde...

Pour les antisionistes radicaux, le fait que puisse exister un État juif avec son armée, sa monnaie et sa politique étrangère est insupportable. Le fait que cet État se prétende en plus démocratique leur paraît inadmissible.

Nous éviterons pourtant de nous demander si derrière tel ou tel de ces antisionistes se cache ou non un antisémite. Ce qui nous intéresse c'est comment l'affirmation « Nous ne voulons pas que les Juifs vivent parmi les nations » devient pour les mêmes ou pour d'autres « Nous ne voulons pas que les Juifs vivent parmi nous ». La troisième partie du « triptyque », « Nous ne voulons pas que les Juifs vivent », étant réputée improbable, nous n'irons pas jusque-là. Nous n'annonçons pas une catastrophe, mais constatons que la vigilance face aux dérapages de l'antisionisme devient très sélective.

Ce sont les mots, les idées, les projets, et même parfois une certaine forme de dérision, qui favorisent l'antisémitisme.

Devant une caricature du « Juif » parue dans la presse des années 30, nul d'entre nous n'a de mal à parler d'antisémitisme. Mais lorsque tel ou tel humoriste se présente à la télévision, grimé en Juif orthodoxe, hurlant « Heil Israël ! » et sommant les téléspectateurs de se convertir à la religion « américano-sioniste », il s'en

trouve qui estiment que s'indigner revient à manquer de sens de l'humour ! L'animateur de l'émission, lui-même juif, a reconnu ensuite ne pas avoir réagi à la mesure de la gravité de la situation, en affirmant tout au plus que le comportement de son invité était *borderline*, c'est-à-dire « limite ». Ce que n'importe quel citoyen téléspectateur était en droit d'attendre d'un animateur doué et célébré, c'était qu'il chasse séance tenante l'humoriste de son plateau !

Cet incident auquel des millions de personnes ont assisté – seules quelques dizaines ont adressé des lettres de protestation à la chaîne de service public – montre bien le niveau de léthargie qu'a atteint notre société.

Aucune condamnation judiciaire ne réparera jamais cet outrage. Du reste on peut se demander si une judiciarisation excessive de ces affaires n'est pas contre-productive. La France dispose de l'arsenal judiciaire le plus répressif d'Europe contre les propos racistes et antisémites, elle est pourtant aujourd'hui la plus frappée par cette plaie.

L'étiquette de raciste ou d'antisémite est jugée si infamante que l'institution judiciaire se montre extrêmement réticente à appliquer les textes dans toute leur rigueur. Mais dans un sens comme dans l'autre, la justice de ce pays a perdu ses repères. À tel point que, conditionnée par ses habitudes bureaucratiques, elle est allée récemment jusqu'à examiner dans un contentieux commercial une demande de récusation d'une magistrate juive déposée par un justiciable se déclarant musulman, au motif que, compte tenu de la situation au

Proche-Orient, elle ne pourrait se montrer objective ! La requête a finalement été rejetée. Heureusement ! Mais n'y avait-il pas là matière, purement et simplement, à parler d'outrage à magistrat ?

Cette très abondante collection de textes répressifs, qui vient encore d'être augmentée par la loi Lellouche, outre qu'elle paraît restreindre la liberté d'expression, donne à la société l'impression qu'elle est dispensée de réagir tant qu'un magistrat n'a pas dit ce qui relevait ou ce qui ne relevait pas de l'antisémitisme.

Du même coup, l'accusation gravissime d'antisémitisme est souvent lancée à tort et à travers. Cela explique les difficultés que nous avons à nommer correctement ce que nous voyons, même lorsque nous savons à l'évidence que les Juifs sont visés.

La question « Qui est antisémite ? » est donc en fait sans intérêt. Pour rester en France, il est intéressant de noter que tous les présidents de la V^e République ont été un jour ou l'autre soupçonnés d'antisémitisme, tout en étant aussi considérés (Charles de Gaulle, François Mitterrand ou Jacques Chirac) comme d'authentiques amis des Juifs.

Ce qui doit retenir notre attention, ce sont les attitudes et les écrits qui relèvent de l'antisémitisme ou qui l'encouragent. Dire par exemple que « les Juifs se servent de la Shoah pour justifier leurs mauvaises actions » ou bien que « les Israéliens sont les nouveaux nazis », ou encore que « si tel ou tel Juif dit ou pense ceci ou cela, ce n'est pas parce qu'il le croit juste mais parce que cela sert seulement les Juifs ou les intérêts d'Israël »,

c'est se servir de stéréotypes antisémites qui risquent d'encourager la violence à l'égard des Juifs. De les exclure de la communauté des nations (Israël), de leur communauté nationale (« ils sont plus juifs que français »), de la communauté rationnelle ou intellectuelle (« leur pensée n'est pas universelle, ils n'aiment qu'eux-mêmes »), de leur communauté professionnelle (« ils s'entraident et deviennent trop puissants »), etc.

Ces stéréotypes nourrissent une philosophie politique qui, si elle n'est pas née avec le nazisme, n'est pas non plus morte avec lui. Il s'agit bien de l'antisémitisme.

Bien sûr, tout antisémite ne souhaite pas se débarrasser physiquement de n'importe quel individu juif, il se contenterait souvent de limiter son influence en le stigmatisant.

C'est ainsi, par exemple, que même la résistance au nazisme vit venir à elle d'authentiques patriotes antisémites. Mieux, il est absolument indispensable d'admettre qu'il peut y avoir de l'humanité même chez un antisémite. Évoquons un seul souvenir. Il appartient à Théo Klein. Jeune résistant et éclaireur juif, il se servit de sa connaissance du milieu des scouts pour éviter la déportation à des enfants juifs, grâce notamment à l'aide d'un responsable scout de Grenoble. Une fois la guerre terminée, cet homme, qui avait en connaissance de cause offert une couverture « aryenne » aux enfants, jugea utile de préciser à Théo Klein : « Je tiens quand même à vous dire que je suis antisémite... » Ce qui était sûrement vrai !

Théo Klein, cependant, est de ceux qui répugnent à utiliser ce mot. Il pense être en cela fidèle au souve-

nir de la Shoah, événement qui marqua sa vie et auquel rien n'est comparable.

Cet argument est respectable, mais nous pensons qu'aucun autre terme ne permet d'apprécier ce qui est à l'œuvre aujourd'hui sans l'édulcorer ou le relativiser.

Qu'entendons-nous donc par antisémitisme ? Beaucoup plus que le racisme, nous l'envisageons comme un projet politique structuré à l'époque moderne, dans l'Europe du XIX^e siècle pour être précis, sur des sous-bassements culturels et religieux. Il a conduit à une tentative planifiée d'extermination. Ce n'est pas un détail, bien sûr... Mais l'antisémitisme ne se résume pas à cela, sans quoi effectivement il aurait disparu.

Nous voudrions convaincre le lecteur qu'au-delà d'une volonté d'exclusion des Juifs – manifeste lorsqu'elle est dictée par la haine, la violence ou le désir de vengeance (il s'agit alors de judéophobie), dissimulée lorsqu'il s'agit de ne les accepter qu'à certaines conditions : conversion ou renoncement à telle ou telle part de leur identité (il s'agit alors d'antijudaïsme), l'antisémitisme porte en lui un danger contre la démocratie, le germe du totalitarisme.

Les signes avant-coureurs d'un tel péril sont déjà visibles. Grâce à l'extraordinaire habileté de certains clercs, il a fallu plusieurs années pour que tout le monde s'entende au moins sur un point : la virulence de l'antisémitisme ne relève pas d'une éventuelle paranoïa juive. Au premier signe de décrue, on les sent prêts à proclamer que l'alerte est passée.

Devant le nombre de faux-fuyants idéologiques employés, il semble prudent de mettre d'emblée le lecteur en garde sur le sens de la présente démarche.

Non, ni la France, ni son président, ni son gouvernement, ni son opposition, ni même ses médias ne sont antisémites. Il est inutile voire scandaleux de culpabiliser tout un pays ou même telle communauté. La France est notre bien commun, prenons-en soin.

Pour l'instant la société résiste.

Et pourtant il y a, de plus en plus, un parti pris antisémite en France. Il est présent dans le monde politique, les médias, les forces vives associatives ou syndicales. On le cache. Même ceux qui en sont victimes en ont honte lorsqu'ils en constatent les ravages.

En France, mais aussi dans toute l'Europe ou presque, ce parti pris est en passe de devenir un mouvement antisémite, voire un parti tout court dont il s'agit de délimiter autant que possible les contours.

Se demander s'il est de gauche ou de droite, musulman ou bien chrétien, est encore un autre moyen d'escamoter le débat. Car la magie de l'antisémitisme, Édouard Drumont l'avait compris, c'est que mieux qu'aucune autre idéologie il abolit les différences de classe, de religion, de patrie même, au service d'un idéal qui est toujours le même : unir les humbles, les exploités, les brisés de la vie. Et cela se passe toujours sur le dos des Juifs. C'est ce que l'on a appelé le « socialisme des imbéciles ».

Comme la première mondialisation des années 1900, celle que nous traversons aujourd'hui est en train d'ac-

Antisémitisme la France ? Depuis plusieurs années en tout cas, les Juifs vivent de nouveau des temps incertains. Des synagogues et des lieux emblématiques du judaïsme sont brûlés, des enfants juifs persécutés à l'école, et des familles songent à rompre avec la France. « Maltraiter les Juifs c'est maltraiter la France », a dit Jacques Chirac.

Si la résurgence d'un « parti antisémite » est une conséquence des événements du Proche-Orient et de leur terrible médiatisation, ce brutal et inattendu retour de la « question juive » a aussi des causes purement européennes et françaises.

Affirmation identitaire et parfois violente de citoyens d'origine arabe confrontés à l'échec des politiques d'intégration, déliquescence du modèle laïc français, montée du communautarisme et d'un islamisme moyenâgeux, antiaméricanisme, hostilité, incompréhension voire haine envers Israël, effets collatéraux de la politique arabe obstinée du Quai d'Orsay...

Comme à la fin du XIX^e siècle, ou pendant les années 30, ce « nouvel antisémitisme » est induit par la crise sociale et nationale que répand la dernière vague de mondialisation. En bousculant « l'exception française », elle expose dangereusement les Juifs qui furent les heureux bénéficiaires de l'âge d'or de l'État-nation.

Cette plaie à vif, béante, hideuse, honteuse, la France doit la soigner sauf à y perdre son âme.

Cela suffira-t-il ? Voici, à nouveau, le destin des Juifs lié à l'avenir d'une « certaine idée de la France ».

Sylvain Attal, quarante-deux ans, est journaliste. Il a travaillé pour de nombreux médias, notamment Europe 1, LCI et France 2.

B 25539.8  02.04
ISBN 2.207.25539.5
19 €



Extrait de la publication